

CHINE

Amnesty International demande la libération immédiate de la femme d'affaires Rebiya Kadeer et des autres prisonniers d'opinion ouïghours

Index AI : ASA 17/035/02

Embargo : vendredi 9 août à 00h00 TU

Dimanche 11 août, cela fera trois ans exactement que la femme d'affaires ouïghoure Rebiya Kadeer est détenue simplement pour avoir envoyé des journaux à son époux aux États-Unis. Cette femme serait en mauvaise santé et Amnesty International demande une fois de plus qu'elle et tous les autres prisonniers d'opinion détenus dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang soient libérés.

Après son arrestation le 11 août 1999, Rebiya Kadeer a été accusée d'avoir « fourni des informations secrètes à des étrangers ». Elle a été reconnue coupable et condamnée à huit ans d'emprisonnement en mars 2000. Son seul « crime » a été d'avoir envoyé des journaux disponibles dans le public, à son mari, aux États-Unis.

« Rebiya Kadeer est une prisonnière d'opinion : elle doit être libérée immédiatement et sans condition », a déclaré l'organisation.

Ce mois-ci, Amnesty International a également diffusé un appel mondial pour demander la libération de l'historien Tohti Tunyaz (qui écrit sous le pseudonyme de Tohti Muzart). Comme Rebiya Kadeer, cet homme a été inculpé d'infractions liées à des « secrets d'État », en raison de ses travaux de recherche sur l'histoire ouïghoure. Arrêté en février 1998, il a été condamné à onze ans de réclusion en mars 1999 pour « incitation au séparatisme » et « acquisition illégale de secrets d'État ».

Les conditions de détention dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang sont réputées pour être particulièrement pénibles. La nourriture est insuffisante, les conditions sanitaires déplorables et les traitements médicaux pratiquement inexistantes. La santé de Rebiya Kadeer se serait détériorée au cours des derniers mois.

La répression politique s'est accrue l'année dernière dans le cadre de la campagne « Frapper fort » lancée en avril 2001 pour lutter contre la criminalité. Dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang cette campagne a pris essentiellement pour

cibles les « extrémistes religieux » et les « séparatistes des groupes ethniques ».

La répression a augmentée dans la région après les attaques aériennes survenues le 11 septembre 2001 aux États-Unis ; depuis lors, les militants indépendantistes sont qualifiés de « séparatistes » ou de « terroristes ». Les Ouïghours, qui sont à majorité musulmans, ont été principalement pris pour cibles : des mosquées ont été fermées, des membres du clergé islamique ont été arrêtés et des ouvrages ouïghours ont été brûlés. La liberté d'expression et d'association a été considérablement restreinte et des milliers de prisonniers politiques et de prisonniers d'opinion sont toujours derrière les barreaux dans cette région du nord-ouest de la Chine.

« Jeter en prison les dirigeants et les intellectuels de cette communauté sous des accusations forgées de toutes pièces de divulgation de secrets d'État et s'attaquer à la culture ouïghoure n'a rien à voir avec la lutte contre le « terrorisme », a déclaré Amnesty International. Il s'agit plutôt d'une privation systématique des droits humains les plus élémentaires »●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site web : <http://www.amnesty.org>